



Fête des Nouvelles

La fête des luttes

Page 4

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 958

6 juin 2013

prix : 0,70 €



Diktat européen

Le temps de désobéir

Page 2

Municipales

Des objectifs et un calendrier pour les communistes

Page 3

Santé et protection sociale



L'heure est la mobilisation

Page 5

Audiovisuel

La fin de l'exception culturelle ?

Page 6

TER



11 Vice-présidents de Région en charge des transports alertent : l'austérité généralisée menace le Transport Express Régional

Page 7

Desserrer l'étau libéral !

Syrie : un pas vers la Paix...? ou deux pas vers la guerre ?

Les 27 européens sont parvenus à un compromis sur la fourniture d'armes aux rebelles syriens. Divisés, ils ont finalement abouti à une solution laissant à chaque Etat membre la possibilité d'agir à sa guise. Constatons que la Grande-Bretagne et la France sont arrivés à leur fin : vendre des armes à l'opposition d'Assad. Chacun s'engage à attendre le 1^{er} août pour laisser une chance à la conférence de Genève 2, espérée pour juin. La Russie riposte en annonçant la livraison de missiles S-300 à Damas qu'Israël menace de détruire...



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Marie Annick BENÂTRE**

Pour une nouvelle étape du déploiement de notre stratégie de lutte et de rassemblement !

Le grand débat sur « une autre politique est possible » doit reprendre de vigueur !

En effet, mois après mois, loi après loi, le gouvernement Ayrault tourne le dos au slogan « le changement, c'est maintenant ! ». Seules les exigences du patronat, de la finance, des marchés financiers et des banques sont satisfaites ! Les conséquences pour les français sont dramatiques. Baisse du pouvoir d'achat, précarisation, aggravations des inégalités et accroissement sans discontinuité du chômage ! **En Loire-Atlantique, la situation de l'emploi devient préoccupante.** Mais, ayons conscience, comme Pierre Laurent l'indique dans son rapport au CN, je cite : « ...que rien de bon ne sera possible dans les mois et les années qui viennent pour la France, pour notre peuple, pour la gauche, sans que se lève, dans la durée, un mouvement d'opinion et d'action suffisamment large et profond pour réunir les conditions d'un changement de cap de la politique nationale, de la mise en œuvre d'une politique alternative à l'austérité. »

De plus en plus d'hommes et de femmes,

« Nous devons appeler à résister au découragement, au renoncement et à la désillusion »

jusqu'au sein du PS ou d'EELV, s'interrogent et ne se reconnaissent pas dans ce qui est fait. Il nous faut s'appuyer sur ces forces pour une mobilisation en faveur d'une politique de gauche. **Nous devons appeler à résister au découragement, au renoncement et à la désillusion. Il faut reprendre la main, ouvrir un nouvel espoir.**

C'est ainsi qu'après le 5 mai, journée de lutte, étape utile au changement ; des prolongements ont été donnés localement comme le débat à la fête départementale sur l'acte 3 de décentralisation, ou encore le 1^{er} juin. Les Assises de la refondation sociale et démocratique du 16 juin seront une étape nouvelle de la co-construction d'une sortie de crise. Ces moments de lutte, ces échanges sont à la disposition de tous ceux et celles qui souhaitent une autre politique à gauche.

Nous voulons être utiles pour sortir de la crise, comme pour les échéances électorales de 2014. Etre utiles, c'est peser au quotidien dans la définition des politiques locales et dans les rapports de force. Nous abordons donc ces élections en ouvrant des espaces de débat pour construire un projet porteur de réponses nouvelles aux besoins de la population... Nous sommes dans le temps de la rencontre et du projet pour le meilleur rassemblement possible avec les habitant-e-s.

2013-2014 : Vers de hauts risques politiques...



Hollande a piqué un coup de sang contre Bruxelles... Si l'on en croit la Presse bien pensante, il a déclaré : « la Commission européenne n'avait pas à dicter à la France ce qu'elle a à faire ».

C'est vrai. Le président était là-bas il y a dix jours, et il avait pris des notes sur ce qu'il devait faire pour satisfaire aux exigences de la troïka. Donc il savait. Inutile de lui rappeler une seconde fois (voir NLA n°957). Nous ne serons pas complices de sa mise en scène théâtrale, feignant de découvrir la longue liste des réformes à concrétiser contre un délai de deux ans pour réduire le déficit public. Ce que le quotidien l'Humanité a nommé « un programme de destruction massive ». **Après le carcan de Maastricht, la France se retrouve dans un étai libéral.**

Hélas elle n'est pas seule... 16 des 27 pays de l'U.E sont rappelés à l'ordre dans la procédure dite de « déficit excessif ». C'est qu'il y a peu d'enthousiasme à mettre en œuvre ce que prône la Commission, au regard des résultats, notamment dans les pays du Sud. L'enjeu est de taille pour notre nation, deuxième économie de la zone euro, comme pour nos divers voisins. **Or, personne ne peut penser aujourd'hui, que pour Hollande et son gouvernement la réalisation des « recommandations » va être un long fleuve tranquille.**

Si la Commission a relâché la bride sur les objectifs chiffrés le mois dernier c'est parce qu'elle a pris la mesure de la gravité de la situation. **Aucune politique ne peut réussir « sans un minimum de soutien politique et social »** explique son président. Or ce

minimum existe de moins en moins, dans un nombre croissant de nations européennes. **Au-delà des appréhensions et des blocages propres à chaque pays, le vent de la réforme insufflé depuis Bruxelles ou Berlin, risque de se heurter au même mur.** D'autant que la zone euro continue de s'enfoncer dans la Dépression (-0,6 pour 2013).

A un an du scrutin européen de fin mai 2014 les conservateurs du P.P.E (dont fait partie l'UMP), et les sociaux-démocrates (dont fait partie le PS) craignent de perdre la main, face à la montée du mécontentement des peuples. Voilà pourquoi c'est le même Hollande qui le 16 mai, plaide pour « un gouvernement économique » de l'Europe et « une nouvelle étape d'intégration » et quinze jours plus tard brandit la souveraineté de la France face aux demandes de Barroso. **C'est que le gouvernement socialo-écologiste a beaucoup à perdre en apparaissant comme assujéti aux diktats de la commission européenne en ces temps de rejet appuyé de l'Europe « eurolibérale ».** En fait Hollande « l'européen » fait aussi de la politique intérieure. A moins d'un mois de la **conférence sociale des 20 et 21 juin** qui doit aborder à nouveau la question des retraites, il va être difficile de masquer le fait que la souveraineté française est bridée. Thierry Lepaon (CGT) ne s'y trompe pas « la conférence sociale ne vise qu'une chose : donner des signes forts à Bruxelles. Il va falloir un jour s'interroger sur la légitimité de cette commission », quand **d'autres de plus en plus nombreux, pensent qu'il faut même désobéir. Le moment est venu.**

De vous à moi

Des législatives partielles hors de France, sans électeurs !

Contre toute attente, en Juin 2012, le PS triomphait dans 8 des 11 circonscriptions créées par Guéant pour représenter les français hors des frontières. Les niches à voix UMP n'avaient pas fonctionné. L'invalidation de deux élus socialistes a conduit les expatriés à revoter dans les 1re (Etats-Unis et Canada) et 8e (Italie, Grèce, Turquie, Chypre, Malte et Israël). La majorité des électeurs ont opté pour le bulletin électronique. A la fermeture des urnes en ligne la participation ne dépassait pas 10% en Amérique du Nord, contre 14 % l'an dernier, et à peine les 5 % en Europe du Sud (7% l'an dernier). Comme un heureux hasard, Nicolas Sarkozy sous prétexte de recevoir un diplôme honorifique s'est trouvé en Israël devant plusieurs centaines de personnes dont le candidat UMP. Cela n'a pas empêché une abstention de 90 %...

En bref

Deux Reaper MQ9 américains pour le Mali

Ces avions espions sans pilote, armés, devraient être déployés d'ici la fin 2013 au Mali. Cet appareil de 20 m d'envergure, vole à 400Km/h, sur un rayon d'action de 6000 Km. A terme ce sont 5 à 7 Reaper pour environ 300 millions d'euros qui seront livrés. (Une heure de vol coûte 6000 euros). La branche défense d'EADS et Dassault Aviation souhaitent que l'Europe s'affranchisse des américains et des israéliens, deuxième producteur mondial. Cette arme utilisée massivement par l'administration Obama au Pakistan contre les « terroristes » a fait 2000 morts dont de nombreuses victimes civiles.

Affaire Tapie : la bande à Sarko ?

Soupçonné d'avoir favorisé l'homme d'affaires dans la procédure Adidas (403 millions d'euros), le juge Estoup (l'entourloupe) a été mis en examen pour « escroquerie en bande organisée ». Les enquêteurs lui reprochent de ne pas avoir fait état, avant l'arbitrage de sa proximité avec Bernard.T via son avocat Me Lantourne (loupette). Mais qui sont les autres membres de la bande ? Borloo, Lagarde, Guéant, Sarkozy ?



M^{me} Lagarde ne se rend pas...

Quelles étaient les éventuelles responsabilités de la directrice actuelle du FMI dans l'affaire Tapie, quand elle était ministre de l'économie au moment des faits ? Sortie en tant que témoin assisté de son audition devant les juges, elle n'est pas pour autant sortie d'affaire. Pour l'ancien patron du Crédit Lyonnais de 1993 à 2003, Jean Peyrelevade, « l'arbitrage de 2008 était une gigantesque manipulation en faveur de Tapie » mise en scène par les médias.

Lisbonne : des milliers de Portugais contre l'austérité.

Le mécontentement se renforce après l'annonce début mai, d'un nouveau plan de rigueur qui reporte de 65 à 66 ans l'âge du départ à la retraite, la suppression de 30.000 fonctionnaires sur près de 700.000 et l'allongement du temps de travail de 35 à 40 heures. Le PIB doit reculer de 2,3% et le chômage atteindre le taux record de 18,2%. De bonnes raisons d'exiger la démission du gouvernement et protester contre la troïka.

Chômage : Le mal progresse

Comme partout en France, le chômage, en Loire-Atlantique, poursuit sa progression. On compte désormais près de 100000 chômeurs dans le département si l'on cumule les catégories A, B et C. Sur le mois d'avril, ce sont 1800 chômeurs de plus en catégorie A, soit une progression de 3,1% par rapport au mois précédent ! Qui a dit que l'austérité, la rigueur, pouvaient porter leur fruits contre le chômage, qui peut encore y croire au regard de situations qui touchent de plus en plus de français !



En Loire-Atlantique

3

Le PCF au cœur de la démarche de rassemblement



Situation politique, assises pour une refondation sociale et démocratique, élections de 2014, telles ont été les grandes questions évoquées lors du dernier conseil national avec pour objectifs majeurs ceux de rassembler à gauche et de faire reculer les politiques d'austérités. En ligne de mire : les prochaines élections municipales de 2014.

Le gouvernement confirme un peu plus chaque jour le cap de l'austérité satisfaisant ainsi aux objectifs de l'Europe quant à la mise en place de réformes qui visent à remettre en cause les retraites, la protection sociale...

Tel est le constat qu'a porté Pierre Laurent pour qui il s'agit désormais, dans la situation présente, « de faire grandir la crédibilité d'une alternative de gauche à la politique d'austérité du gouvernement ». Ne pas attendre l'échec, mais favoriser l'émergence de solutions pour rompre avec la spirale du chômage, de la désindustrialisation, de la baisse du pouvoir d'achat.

Pour le secrétaire national du PCF, cinq grandes questions sont à mettre en avant :

- La suppression des programmes d'austérité et des licenciements.
- La mobilisation de toutes les richesses au service d'une relance socialement utile.
- La mise en place d'un programme de relance sociale, industrielle, écologique.
- Un nouveau projet européen, rompant avec les logiques libérales.
- Et enfin, la transformation démocratique de nos institutions à l'inverse de l'acte III de la décentralisation et du démantèlement des collectivités.

Pour ce faire, Pierre Laurent insiste : « Nous voulons entraîner, rassembler dans ce mouvement le maximum de force qui ont voulu le changement en 2012, quel qu'ait été leur vote à l'époque. ». Une démarche qui conduit tout naturellement à l'organisation d'assises de



la refondation sociale et démocratique, le 16 juin prochain avec 28 autres organisations parmi lesquelles celles qui composent le Front de Gauche ainsi que des responsables socialistes et verts.

Et puis bien sûr, dans toutes les têtes, les élections municipales. Pour Pierre Laurent ces élections ne doivent pas être abordées sous l'angle stérile qu'est celui de la constitution des listes mais bien plus, avec en tête la question suivante : « Que peut-il sortir de bon et d'utile de ces élections pour les populations ? C'est-à-dire pas seulement au soir du premier tout mais pour les six ans à venir ».

Des élections importantes dans le contexte actuel et qui seront l'occasion pour les communistes d'aller « au plus près des préoccupations des gens » dira Pascal Savoldelli à

l'occasion du rapport qu'il a présenté sur les élections municipales dont l'un des principaux objectifs dira-t-il est de rassembler à gauche (« penser le rassemblement le plus large possible ») contre la droite et l'extrême droite et pour une politique contraire à celle de l'austérité.

Pour cela, le Conseil National a adopté une résolution fixant les objectifs et le calendrier des communistes (voir ci-dessous).



Résolution adoptée par le Conseil National des 25 et 26 mai

Le calendrier

Parmi les trois objectifs du Parti Communiste Français pour les municipales :

- **Empêcher la droite d'obtenir un succès électoral.** Face à ses appétits de revanche et aux ambitions du Front national, nous travaillerons partout à la victoire de majorité de gauche ambitieuses dans la confrontation qui traverse actuellement la gauche dans tout le pays.

- **Favoriser les pratiques démocratiques dans les communes et les majorités de gauche élues,** en associant les populations, en rassemblant pour des politiques publiques ambitieuses, donc contre l'austérité. Nous initierons des dynamiques citoyennes pour construire les projets municipaux et élaborer les listes. Quelle que soit la configuration de listes adoptée compte tenu de la situation locale, notre boussole doit rester la même : **unir le plus largement possible à gauche, faire reculer les logiques d'austérité.**

- **Renforcer le large réseau d'élus communistes et du Front de gauche** qui est déjà le troisième du pays. Ces élus comptent et pèsent partout, en situation de diriger la municipalité, adjoints ou élus dans des majorités, mais aussi dans l'opposition. Le changement du mode de scrutin dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants offre une opportunité nouvelle de gagner des élus.

Le calendrier

- **De juin à septembre :**

Dans cette période il s'agira de mettre en œuvre notre stratégie d'union et de rassemblement à gauche pour construire des fronts contre l'austérité, d'organiser partout le partage du bilan de la municipalité et de nos élus et de mettre en place des initiatives citoyennes, des débats citoyens, pour que ceux-ci est toute leur place dans la campagne à venir. En juin, il s'agira de désigner par un vote souverain, dans les villes à direction communiste, le ou la camarade qui conduira la liste. Dans les autres situations, il s'agira de désigner le ou la « citoyen, citoyenne, déléguée locale investie par notre parti pour conduire la bataille des communistes ».

- **A partir d'octobre, jusqu'à début décembre :**

Ce sera le temps de la construction du projet local, des éléments programmatiques et de la composition des listes. Les adhérents seront consultés afin de décider le cas échéant quelle option ils choisiront.

- **De janvier à mars :**

Ce sera le temps de la campagne électorale proprement dite.

En Loire-Atlantique, les communistes mobilisés

Dans le département, les communistes se mobilisent autour des objectifs et du calendrier décidé par le conseil national.

Dans la section de **Rezé Sud Loire**, les camarades ont réuni un collectif autour de cette question le 30 mai dernier. Le 12 juin prochain à **Trignac** les élus tiendront une première réunion publique dans laquelle il sera question de leur bilan. Le même jour à **Saint-Nazaire** un conseil local de section se réunira sur cette question des municipales. A Nantes, les communistes organiseront trois débats publics, les 7, 12 et 24 juin avec l'ensemble des forces de gauche et du Front de Gauche, des associations, des syndicats autour de thématiques telles que le logement, la culture et le sport, les transports (voir l'agenda en page 8), après avoir distribué, partout dans la ville le six pages présentant l'action des élus nantais durant le précédent mandat ainsi qu'un questionnaire adressé à la population.

Vite lu vite dit

Le 8 mai c'est la victoire des peuples sur le nazisme !

La disparition progressive dans le temps des combattants et des résistants n'expliquent pas tout. Il est inadmissible que cette commémoration se transforme en plusieurs endroits, en remise de décorations pour des faits historiques très éloignés de la victoire de 45 : « volontaire pour servir en Indochine », « maintien de l'ordre en Algérie », « participation aux opérations visant à dégager le canal de Suez » (nationalisé par le président égyptien Nasser). Le colonialisme et l'impérialisme ce n'est pas la résistance contre les armées fascistes.

L'aéroport continue sa progression.

Tous les records sont battus depuis le début du mois avec une hausse du trafic supérieure à 20 % par rapport à mai 2012 (sans doute plus de 400.000 voyageurs pour mai). Cette augmentation conforte la progression enregistrée depuis janvier (+8%). Les vols courts et moyens sont les plus nombreux avec 45 destinations proches contre 30 en 2012 (souvent pour des raisons familiales, vers Lille, Montpellier Nice, et la Corse) enregistrant des scores à deux chiffres. Les destinations européennes sont proches des 50 % de hausse, notamment en Espagne et en Italie. Les vacances scolaires et les ponts, ont vu 178 mouvements d'avions contre une moyenne de 140 en général.

Une première certification pour l'éolienne d'Alstom au Carnet.

Cette étape sera complétée par une certification définitive fin 2013. L'Haliade 150 qui équipera trois parcs éoliens en mer au large des côtes françaises, était en test depuis mars 2012, à terre. Cette éolienne prototype de 6 MW, haute de plus de 100 mètres, la plus grande du monde à ce jour, a été assemblée dans l'atelier provisoire d'Alstom à Saint Nazaire. Sa fondation ou « jacket » a été réalisée au chantier STX. Le début d'une nouvelle filière industrielle dans le département.

Pays de Loire : en 2012 un jeune sur cinq n'a pas voté.

Sur plus de 2,7 millions d'habitants en âge de voter dans les Pays de Loire, 11% sont des jeunes âgés de 18 à 24 ans. Plus de 9 jeunes sur dix (92%) sont inscrits sur les listes électorales (4 e rang en France). Mais près d'un jeune de 18 à 24 ans sur cinq ne s'est pas déplacé aux urnes pour la présidentielle et les législatives.

Robert Hue

Pas grand foule au Flesselles pour accueillir un Robert Hue paraît-il en reconquête. L'ex responsable communiste aujourd'hui président du Mouvement Unitaire Progressiste (MUP) se voit bien occuper la place que selon lui, le PCF n'occupera plus !

C'est en effet bien de places que semble se préoccuper l'ami Robert plus que de tout autre chose ! Peut-être serait-il mieux qu'il reste à la sienne !!!



Un millier de personnes

Malgré le froid, le vent, la pluie, près d'un millier de personnes sont venues au parc paysagers de Saint-Nazaire, qui voir un concert, participer à un débat, voir le meeting, se divertir...

Qu'ils soient remerciés...

La fête ne serait pas aussi conviviale aussi réussie sans l'investissement bénévole. Dès le vendredi toute une équipe s'est relayée durant le week-end pour assurer le montage, le démontage, la sonorisation, les lumières, la manutention...

Toute une équipe de bénévoles sans qui la fête ne pourrait être ce qu'elle est, qu'ils soient ici tous remerciés pour leur engagement et leur bonne humeur...

Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique 4

Bonne humeur et solidarité

Malgré le temps, la bonne humeur n'a pas été entamée, petits et grands on pu trouver cette année de quoi se divertir. Côté culture le stand du livre, était tenu par la librairie de la renaissance qui avait invité l'écrivain Valère Staraselski. Quatre groupes ont animé la grande scène de la fête. Trois groupes locaux : les Bermuda Brassband, Jet Sam et Mass Dumpers. Le dimanche, ce sont les **Fatals Picard qui ont enflammé le parc paysager de Saint-Nazaire à la suite du meeting d'Eliane ASSASSI.** Sans oublier les déambulations en chanson de Mimi la Nantaise



Les enfants n'étaient pas en reste, d'étranges pirates hauts perchés ont envahi le site dans le seul but de les amuser.

Et puis, la fête c'est aussi la solidarité, cette année encore, de nombreuses associations étaient présentes (solidarité Cuba, le secours populaire, Les mères du samedi...) des cellules d'entreprises venu faire connaître leur combats...

Désormais Rendez-vous est donné en 2014 pour la prochaine Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique



Cette année la fête des Nouvelles aura été la fête des luttes -Didier Le Reste, animateur du Front des Luttés était d'ailleurs présent à un débat sur ce même thème- où se sont exprimés des salariés, des fonctionnaires, mobilisés pour défendre leur travail, leur entreprise, l'accès des services publics aux usagers. C'est ainsi qu'à la tribune avant le meeting, Dominique Sanz, retraité d'Arcelor Basse-Indre et Joël Cadoret, secrétaire

CGT des chantiers navals de St-Nazaire, ont pu s'exprimer sur la situation que connaissent les deux entreprises.

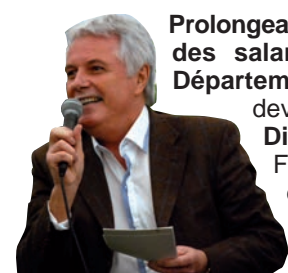
A leur suite, Aymeric Seassau, secrétaire fédéral a déclaré : « Vous ne vous êtes pas trompé d'adresse, vous êtes ici

En débat sur la fête...

Réforme des collectivités locales

Sous un chapiteau archi comble, malgré l'heure matinale pour un dimanche matin, s'est tenu un **des temps forts politiques de la fête.** La presse régionale présente, ne s'y ait pas trompé dans ses comptes-rendus. « Une réforme qui ne passe pas » selon Presse Océan. **Eliane Assassi sénatrice, présidente du groupe communiste, républicain et citoyen au Sénat** a fustigé le projet de décentralisation segmenté en trois textes « il ne remet pas en cause la réforme de Nicolas Sarkozy de 2010 ». De plus le gouvernement semble vouloir y aller « à marche forcée avant les municipales », plutôt que de « prendre notre temps pour un texte qui va bouleverser les institutions ». **François de Rugby co-président du groupe Ecologie-les verts, député de Loire Atlantique**, devait dire sa déception. Il attend un texte, qui « démontre sa pertinence et sa capacité à créer des solidarités entre les territoires ». Défendant une conception européenne régionaliste, il se prononce pour l'allègement du mille feuille admi-

Elargir le Front des luttes..!



Prolongeant l'écoute préalable des témoignages des salariés dans diverses entreprises du Département (voir plus haut), le premier débat devait être marqué par la présence de **Didier Lereste**, ancien secrétaire de la Fédération cheminots CGT et porte parole du Front des luttes d'une part, de **Marie-Claude Robin**, Secrétaire Départementale CGT 44, d'autre part. Dans un contexte social ou la déception se

mêle à la révolte, devant les atteroiements du gouvernement socialiste à voter l'amnistie sociale, Didier devait rappeler: « ces gens là, que l'on traite de casseurs, ils ont mouillé la chemise en 2012 pour chasser Sarkozy ! ».

Dénonçant les renoncements face au Medef, il devait évoquer avec humour « la boîte à outils » de **François Hollande** dont « le mode d'emploi c'est celui de la troïka européenne ».

Présent dans l'assistance, Aymeric Seassau secrétaire départemental du PCF, évoquait l'initiative des élus pour développer Arcelor et résister à la politique de fermeture du laminoir à froid.

Que ce soit à Basse-Indre ou chez STX à Saint-Nazaire, la nécessité d'un Etat stratège est indispensable à une politique industrielle du XXI^e siècle.

La fête des luttes

chez vous ! Ici, c'est la fête des luttes, la fête de la gauche qui ne renonce pas, qui ne se résigne pas ! (...) Le gouvernement s'est trompé de public, ce ne sont ni Barroso, ni Parisot qui ont fait la victoire sur Sarkozy, c'est vous, c'est nous : les salariés, les ouvriers, les familles populaires et nous restons mobilisés pour gagner le changement », et d'ajouter : « Plus personne n'a autorité sur la gauche dans notre département, et il y aura, demain, besoin de dizaines d'élus communistes supplémentaires pour vous défendre, besoin de un, de deux ou de trois Trignac pour afficher fièrement le soutien aux luttes sur les façades des mairies ».

Eliane Assassi, invitée de la fête pour le meeting a quant à elle insisté : « nous voulons que ça change, nous avons répondu oui au changement ! Parce que la gauche est au pouvoir grâce à nous, nous nous en sentons parti prenante ! (...) Nous voulons le succès de la gauche et pour qu'il s'installe dans la durée, c'est bien une politique de gauche qu'il faut mener sans concession. (...) Nous ne renoncerons pas à construire dans le rassemblement le plus large, un rassemblement d'espoir et de lutte pour toutes celles et ceux qui refusent eux aussi de se résigner » et de conclure comme le secrétaire CGT des chantiers : « à bâbord toute ! ».



nistratif en supprimant les départements. **Michelle Meunier sénatrice PS, conseillère générale**, répondant à la sénatrice communiste, partage plusieurs points critiques « on ne voit pas forcément d'unanimité au sein des rangs socialistes ». Son intervention revient sur la question en débat au sein du PS : le non cumul des mandats. **Bertrand Vrain des Alternatifs, élu municipal à Nantes**, devait préalablement comme tous les autres invités, souligner l'intérêt réel de ce débat, bien apprécié par le public et les élus présents. Une étape dans l'échange politique et démocratique qui trouvera son prolongement dans les mois à venir.

Pour une Europe de progrès !

Deux intervenants pour ce dernier débat précédent le meeting devant la scène centrale : **Gilles Garnier responsable national du PCF aux questions européennes** et un camarade portugais, **Alexandre Neto** membre du PCP.

En un an de mai 2012 à mai 2013, chacun à en mémoire la promesse non tenue de la renégociation du traité Sarkozy-Merquel, les politiques austéritaires imposées aux pays du Sud, l'impasse du manque de croissance et de la montée du chômage.

D'entrée, dans son intervention **Gilles Garnier** revient avec précision sur les caractéristiques de ces accélérations depuis un an, jusqu'à l'annonce du marché transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union Européenne.

De son côté **Alexandre**, donne tous les éléments historiques pour comprendre les événements récents survenus au Portugal. Depuis la révolution des œillets en 1974... jusqu'aux mobilisations exceptionnelles d'aujourd'hui, où un Portugais sur six manifeste dans ce pays de 10 millions d'habitants.

L'échéance électorale de mai 2014, conduit à échanger sur cette perspective : « Dans la campagne des municipales, nous devons ne pas oublier la dimension européenne et ce sur plusieurs aspects » conclut Gilles.

Turquie

La Turquie s'embrace pour un parc public supprimé. En fait, ce projet d'aménagement cristallise toutes les colères d'un peuple contre l'autoritarisme. Manifestations à Istanbul, Ankara, Izmir (ouest), Adana (Sud) et Gaziantep (sud-est). A Nantes, après un premier rassemblement samedi dernier, rendez-vous est pris pour samedi 22



1000 Milliards au soleil

C'est l'estimation de la fraude fiscale au niveau européen... Selon la députée démocrate socialiste slovène Mojca Kleva Kekuš, les coûts de l'évasion fiscale sont de **2000€ par citoyen** européen.

C'est plus que le montant total dépensé par les Etats membres pour les soins de santé, et plus de quatre fois supérieur aux dépenses pour l'éducation dans l'Union européenne.

1000 milliards TOUJOURS au soleil

Le social au cœur

5

Santé et protection sociale en danger

En Loire Atlantique, la bataille se mène pour contrer la fermeture annoncée pour septembre de 22 agences de la CPAM. Elus locaux, militants de gauche et syndicalistes, multiplient les initiatives d'information et mobilisation. La CGT a mis en ligne une pétition : <http://lacgt44.fr/spip.php?article269>.

Et au plan national, réunis à l'occasion des 6 heures pour la Santé, l'Action sociale et la Protection sociale, les représentants des organisations du collectif national Notre Santé en Danger appellent à **manifestier massivement le 15 juin à Paris**. La santé, l'action sociale et la protection sociale sont malades des politiques menées et des plans d'austérité se succédant depuis des années! Il est urgent d'agir! Pendant 6 heures dans une ambiance de travail et de recherche constructive, les participants à cette initiative inédite de par la confrontation d'idées entre associations, mutuelles, syndicats et partis politiques, ont échangé et partagé les mêmes exigences d'élaborer des propositions alternatives sur l'accès aux soins et à l'action sociale, l'organisation des soins et de l'action sociale, le financement de la Sécurité sociale et la situation en Europe. Les exigences communes sont la défense de l'hôpital public inséré dans un service de santé public de proximité, l'égalité d'accès aux soins et à l'action sociale sur tout le territoire avec la préservation et le développement de structures telles que les centres de santé, la défense des principes de solidarité, d'universalité, d'unicité de la Sécurité sociale et l'objectif du 100% de remboursement des soins. En parallèle, un nouvel « observatoire citoyen des restes à charge en santé », nous apprend que sur 40 milliards d'euros versés par les Français aux professionnels de santé en 2012, 13 milliards sont restés à leur charge, dont **plus de 7 milliards imputables aux seuls dépassements d'honoraires** !

Samedi 15 juin Tous Ensemble à Paris à 13 heures Place de la Bastille vers Nation, pour exiger un financement de la protection sociale et sécurité sociale à hauteur des besoins, et pour un grand service public de santé et action sociale !

La retraite est un droit !



Les organisations syndicales de retraités CGT, CGT-FO, CFTC, FSU, Solidaires, FGR-FP de Loire-Atlantique se sont réunies le 14 mai 2013 à Nantes pour rappeler leurs revendications à la veille des annonces gouvernementales concernant les retraites et appeler les retraités à rester mobilisés aux côtés des salariés, futurs retraités, pour défendre leurs droits. Elles rejettent catégoriquement les affirmations taxant les retraités de nantis, alors qu'un sur deux perçoit moins de 1100 euros par mois, et que

plus de 10 % des retraités ont recours aux organisations caritatives pour se nourrir !

Aussi les organisations syndicales de retraités s'opposent énergiquement : à toute nouvelle dégradation du niveau de vie des retraités, à toute augmentation du taux de la CSG, à la suppression de l'abattement fiscal de 10 %, au décrochage de la revalorisation des retraites et pensions par rapport à l'inflation.

Les organisations syndicales de retraités de Loire Atlantique rappellent que la retraite est un revenu de remplacement et que le niveau des retraites correspond à des cotisations prélevées sur le salaire tout au long de la vie au travail. Les retraités ont grandement participé et participent toujours à la richesse économique du pays. La retraite est un droit.



Urgences de Saint Nazaire

Manque de lit, en filière gériatrique et pour les soins d'aval. C'est la réalité de la **Cité Sanitaire de Saint Nazaire**. Dès la conception de cet établissement récent (ouvert en juillet 2012), l'impasse avait été faite sur le vieillissement de la population, dans la conception du plateau médicotechnique. La capacité est restée à l'identique mais le nombre de lits en chirurgie ambulatoire a été fortement augmenté pour atteindre aujourd'hui 50 lits. Au contraire des lits d'hospitalisation en chirurgie complète et en médecine. Aussi, le personnel s'est fortement mobilisé en grève et manifestation début mai, soutenu par CGT, CFDT et FO. L'embouteillage aux urgences s'est déjà illustré par une trentaine de patients en attente de lits d'hospitalisation le week-end de Pâques. On peut craindre qu'avec une saturation actuelle à 140 passages par jour, la situation devienne ingérable avec les beaux jours, lesquels peuvent culminer à 250 passages quotidiens pour un bassin de population en bord de mer qui grimpe de 150 000 à 350 000 habitants !

La CGT note qu'avec les choix faits dès la conception, dans le cadre du partenariat public-privé, **les lits d'aval vont manquer et le privé lucratif prospérer.**

Fierté Homosexuelle

La Gay Pride 2013 se déroulera le 15 juin à Nantes. Après des mois de mobilisation de tout ce que la France compte d'intégristes catho, facho, de « frigides » bas du plafond et de populistes de droite, des mois d'exactions et violences homophobes, d'agressions verbales et physiques. Après des propos pour le moins ambigus du Président Hollande, notamment devant le congrès des maires en novembre 2012 « La loi s'applique pour tous dans le respect, néanmoins, de la liberté de conscience ».

Cela donne envie de rappeler 2 petites choses : l'homophobie ne relève pas de la liberté, *mais de la manipulation de conscience*; et dans un Etat de Droit comme la France, la Loi est la Loi et ne souffre pas de « néanmoins » dans ses choix d'application. Mais aussi après des mois de mobilisations des progressistes, de la communauté homosexuelle, de parlementaires courageux, notamment communistes, **la loi accordant l'égalité de droit de se marier est enfin sortie et commence à s'appliquer** ! Le combat continue pour l'égalité totale, et le respect partout. Aussi le 15 juin sera à nouveau un rendez-vous festif et militant, **où comme d'habitude les hétéros solidaires sont les bienvenues** !



En bref

Les cheminots se feront entendre le 13 juin !

Les syndicats CGT, UNSA, SUD-rail, CFDT appellent à la grève du 12 juin à 19h au 14 juin à 8h, contre la réforme ferroviaire annoncée. Ils considèrent les 1ères recommandations contenues dans les rapports de Mrs BIANCO et AUXIETTE comme ne garantissant en rien l'unicité ni l'intégrité du système, pas plus que les promesses de pérenniser statut et régime de retraite et de prévoyance des cheminots. Le financement et le traitement de la dette du système ferroviaire reposeraient essentiellement sur la productivité et des efforts supplémentaires demandés aux agents de la SNCF et de RFF.



Militants, pas bouche-trou

Dans une lettre ouverte, le collectif nantais « Uni-e-s Contre une Immigration Jetable » renvoie l'AIDA dans ses cordes. En effet, cette association, missionnée par la Préfecture pour l'accueil des demandeurs d'asile, tente de s'en décharger sur les asso militantes, pour cause de manques de moyens. L'UCIJ souligne que ceci découle d'une décision préfectorale de diminuer encore leurs ressources, et qu'ils feraient mieux d'interpeller leurs autorités de tutelle, au lieu de solliciter les associations pour combler le manque de moyens. L'UCIJ les invite par contre à s'associer à la manifestation prévue le 20 juin, journée mondiale des réfugiés, à 18h devant la Préfecture...

Merci Mosco !

La taxe à 75 % sur les salaires supérieurs à 1 million d'euros par an, qui devait s'appliquer aux individus concernés, serait finalement payée par l'entreprise concernée. C'est qui sera soumis au Parlement dans le cadre du budget 2014 et pour une durée limitée à deux ans ! Cela fait suite à une rencontre de Pierre Moscovici avec Laurence Parisot (Medef), et Pierre Pringuet (Association française des entreprises privées) "qui se sont engagés à présenter rapidement un renforcement ambitieux de leur code de gouvernance. Nous préférons miser sur une autorégulation exigeante ». Pour entendre ça, on se demande s'il ne vaut pas mieux être sourd !

54%

des français sont favorables au droit de vote des résidents étrangers (sondage du journal 20 Minutes)



Un nouveau festival à Nantes du 27 mai au 16 Juin : Le printemps coréen.

Constatant qu'à Nantes, il se passe peu de chose sur la Corée, deux coréennes domiciliées à Trememoult ont constitué l'association le printemps coréen en vue d'un nouveau festival. Programmé sur trois semaines il va faire découvrir tout un panel de la culture coréenne : des expositions, un cycle du cinéma coréen, des concerts, de la danse, des conférences.

Le centre culturel coréen de Paris et le collectif Noridan y participent. Une trentaine d'artistes et une délégation de Séoul accompagneront neuf journalistes et des députés.

La plupart des spectacles et des animations seront gratuits. Une grande déambulation est prévue deux jours différents. Le collectif Noridan traversera la ville le 12 juin. Le 15 il animera les neufs (il s'agit d'un groupe qui traite à la fois de l'artistique, de l'écologie, du social et de l'éducation).

www.printempscoréen.com Un site très bien animé annonce toute la programmation en détail.

Culture, idées

6

Lire

Les Etats-Unis ne laissent pas indifférents. Christophe Deroubaix, journaliste à L'Humanité leur consacre un essai qui surprend: Dictionnaire presque optimiste des Etats-Unis.

Sa thèse est que l'image qui nous parvient de ce pays est déformée et ne nous permet pas de voir ce qui bouge.

Certes il y a les Tea parties, les tueries sur les campus, les armes à feu, et les tergiversations d'Obama.

Pourtant, à bien des égards, les Etats-Unis ne sont plus ce qu'ils étaient. Le mythe de la classe moyenne n'empêche pas que 63% des Américains appartiennent à la classe ouvrière, selon le sociologue M. Zweig et que la paupérisation s'accroît. 57% pensent que les riches ne paient pas leur quote-part d'impôts. Le 1% accapare 35% des richesses nationales: le rêve américain en prend un coup.

Les comportements évoluent. 54% se prononcent pour que l'avortement reste légal. On ne s'est jamais aussi peu marié. En 2010 15% des mariages ont eu lieu entre personnes appartenant à des communautés différentes (6,7% en 1980). L'appartenance religieuse cède du terrain, on observe une sécularisation de la société. La peine de mort recule: certes 62% des Américains y sont encore favorables, mais c'est le taux le plus faible de ces dernières décennies, 17 Etats sont abolitionnistes et seuls un tiers des autres l'appliquent, essentiellement dans le Sud. En 2042 les Blancs seront moins de 50%. Les latinos représentent 16% de la population avec une progression de 43% pendant la première décennie du 21^e siècle. Il existe un vote latino et ce n'est pas un vote communautaire mais d'abord social, c'est un vote de classe. 75% demandent plus de services publics (43% dans le reste de la population). La société américaine est de plus en plus plurielle. L'auteur parle de "créolisation" de la société américaine.

Et l'impérialisme ? Le sommet des Amériques en 2012 s'est traduit par une lame de fond de l'émancipation diplomatique des pays d'Amérique du Sud. Dans quelques années ceux-ci auront perdu le titre de première puissance de la planète. L'objectif des élites demeure: maintenir un statut de puissance par la surmilitarisation de la politique étrangère. Mais le concept d'hyper-puissance est dépassé. Le monde s'annonce multipolaire et post-occidental.

Certes le bilan d'Obama est décevant. Au lieu de s'appuyer sur le mouvement populaire qui l'a porté à la présidence, il a choisi de s'insérer dans le jeu washingtonien traditionnel. Lancera-t-il le "new deal" pour ce second mandat, comme l'y invite le prix Nobel Paul Krugman; Comme le chante Bob Dylan Les temps changent. La forme choisie, celle du dictionnaire facilite la lecture, le style est alerte. Un livre à lire.

Loïc LE GAC

C. Deroubaix Dictionnaire presque optimiste des Etats-Unis Editions Michel de Maule 175 pages 20€

Une nouvelle étape de la guerre commerciale

Au cœur de la crise du capitalisme se prépare de nouveaux affrontements entre les impérialismes des Etats-continentaux. Qui dominera les espaces commerciaux de la première moitié du XXI^e siècle ?

Dans cette projection vers le futur les Etats-Unis ambitionnent de constituer un grand marché transatlantique E.U.-U.E pour 2015. Cet objectif assurerait au capitalisme occidental d'imposer ses normes face au capitalisme d'Etat de la Chine. Mais pour souder cette zone de libre-échange de Los-Angeles à Bucarest, les multinationales américaines entendent dans un premier temps obtenir dans les pourparlers avec les européens le desserrement de leurs règles commerciales jugées encore trop contraignantes. Ils veulent contraindre les Etats européens à renoncer à un grand nombre de normes juridiques, sanitaires, environnementales et culturelles. Ils pensent ainsi surmonter leur crise et conserver leur leadership mondial.

José Manuel Barroso est prêt à satisfaire l'ensemble des volontés américaines pour lever les « entraves » douanières et réglementaires, afin de transformer les deux ensembles en la plus grande zone de libre-échange au monde.

Obama est partant. D'autant qu'au-delà de la concurrence avec la Chine, l'accord est présenté comme pouvant doper la croissance pour sortir l'Europe de sa dépression économique, qui ralentit l'économie américaine. Préalable formel, au début des négociations, le parlement européen a été appelé à voter jeudi 23 mai sur un projet de mandat donné à la commission. Ce vote n'a aucune valeur juridique, ni contraignante.

La ligne rouge de « l'exception culturelle ».

Par 381 voix, contre 119, le parlement européen s'est prononcé pour les négociations avec les Etats-Unis, mais « à l'exclusion des services de contenus culturels et audiovisuels, y compris en ligne ». Pour le moment 15 Etats sur 27 suivent la France, chef de file historique de ce combat.

Il faut dire que l'exception culturelle est une invention française. La France était à peine libérée, que la volonté impériale américaine de contrôler « la petite Europe » capitaliste au travers du plan Marshall, se manifeste. Le volet culturel de l'accord vise particulièrement le cinéma. Signé en 1946, les accords Blum-Byrnes prévoient une annulation de la dette française (déjà) à la condition expresse de l'ouverture quasi-totale des salles françaises aux productions américaines. Face à cette industrie cinématographique puissante, rodée à la promotion du modèle américain, la France ne put qu'assister au délitement progressif de son cinéma « de divertissement ». La création du centre national de la cinématographie (CNC) y changea finalement peu de choses et il faudra attendre les années 60 pour revoir un cinéma français « populaire » se re-lancer à la conquête de sa



propre population. Un film d'Hollywood peut d'abord compter sur un marché intérieur américain de 314 millions d'habitants. Un film français dispose d'une audience nationale cinq fois plus petite. En conséquence les films américains trouvent plus facilement des financements pour alimenter leurs gros budgets. Très vite les chaînes de télévision européenne ont fait le choix moins coûteux d'acheter des films US déjà amortis, plutôt que de produire un long-métrage local. Trente ans plus tard le cinéma européen a quasiment disparu à ...l'exception du cinéma français qui représente encore 40% de son marché intérieur.

Quand l'OMC à la fin du XX^e siècle a voulu imposer le libre échange « de la concurrence libre et non faussée », les créateurs français ont mené une lutte opiniâtre pour en exclure les produits culturels (la culture ne doit pas devenir une marchandise !). Ainsi en France la loi oblige les radios à passer 40% de chansons francophones. Les télévisions sont soumises à des quotas de diffusion de films français ou européens. Elles doivent même participer à leur financement pour les chaînes payantes (canal +). Par ailleurs chaque fois que nous achetons une place de cinéma (y compris pour voir un film étranger), une taxe est intégrée au prix qui va alimenter la caisse « d'avance sur recette » qui permet aux réalisateurs français de trouver des sources de financement.

Le modèle a tellement « séduit », que les réalisateurs européens l'ont fait adopter pour l'U.E.A l'occasion du Festival de Cannes, une centaine de cinéastes de toute l'Europe se sont mobilisés au travers d'une pétition, pour défendre l'exception culturelle dans l'accord de libre-échange transatlantique (voir NLA n° 957). Steven Spielberg a conclu le festival 2013 en défendant l'exception culturelle « meilleur moyen de préserver la diversité du cinéma ». Comme quoi un autre ordre mondial peut voir le jour...

L'Huma café : Le sens du travail en question !

Forte affluente pour le précédent débat sur "La fin de vie en question(s)" et discussion riche et ... animée, qui justifie la demande exprimée par les deux intervenants, le médecin Isabelle Lorand et le philosophe Jacques Ricot qu'un débat national citoyen, donc non limité aux experts.

Pour terminer sa saison 10, L' Huma café consacre son dernier café citoyen avant les vacances d'été (?) au...travail. Ce gros mot sinistré du débat politique est remplacé par celui "d'emploi" - sujet majeur de préoccupation. Mais le travail c'est bien plus que l'emploi. L'un renvoie à l'employeur, l'autre au travailleur. Alors après être allé au chagrin l'Huma café vous invite à débattre du sens du travail avec la sociologue Danièle Linhart.

L'Huma-Café®, dernière séance de la Saison 2012 / 2013 !

Le travail, c'est ce qui fait :

* la base de la liberté concrète de l'homme en général, au sein de la nature, contrairement à l'animal,
* la base de son individualité, de son identité et de sa relation aux autres,

au sein de la société,

* la base de la révélation, de la réalisation et de l'actualisation de ses capacités, au sein de sa propre existence, Mais faut-il pour autant oublier que toutes les formes du travail - à condition d'en avoir - ne se valent pas et ne prennent pas le même sens ?

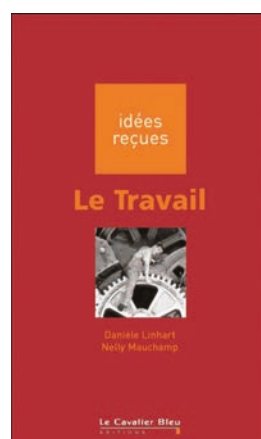
L'Huma-café® invite à en débattre le :

**VENDREDI 7 JUIN à 18h
 Au Salon de Musique du LIEU UNIQUE
 1 rue de la Biscuiterie
 Tramway : Ligne 1(Mitterrand - Beaujoire)
 et Busway : arrêt Château des Ducs de Bretagne**

**A QUI APPARTIENT
 LE SENS DU TRAVAIL ?**

Avec
Danièle LINHART - Sociologue

Danièle LINHART est sociologue du travail, directrice de recherches émérite au CNRS. Ses champs de recherche, ses travaux, ses publications, ses nombreuses participations à des ouvrages collectifs, ses responsabilités dans un programme franco-brésilien en font une des plus grandes spécialistes de l'évolution du monde du travail.



25%. La prise en charge des travaux découlant des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les communes comportant des sites classés Seveso a évolué avec l'adoption par l'Assemblée nationale, le 15 mai, de la loi transposant la directive européenne Seveso 3 en droit français. Par exemple Les industriels et les collectivités locales financeront respectivement à hauteur de 25 % le financement des travaux de sécurisation que devront réaliser les propriétaires des habitations situées en zone Seveso seuil haut. Ils compléteront ainsi le crédit d'impôt alloué par l'Etat, qui s'élève à 40 %. Ainsi, la prise en charge totale s'élève désormais à 90 %.

Le troisième volet de l'acte III arrivera après les municipales. C'est René Vandierendonck, sénateur du Nord et rapporteur du premier volet de la réforme de la décentralisation qui a dévoilé le calendrier parlementaire le 17 mai 2013 lors de la 9ème journée des présidents d'agglomération, organisée par l'ADCF à l'Assemblée nationale. Selon l'élu, le deuxième texte relatif aux régions et aux départements sera abordé dès l'automne au Sénat. Le troisième projet serait quant à lui discuté après les élections municipales de 2014, en avril ou mai. Ce dernier texte comporte pourtant des mesures intéressantes directement les communes comme le transfert de compétences communales aux intercommunalités.

Au cœur des collectivités

7

11 Vice-présidents de conseil régional en charge des transports alertent : L'austérité généralisée menace le Transport Express Régional

De nouvelles sources de financement sont nécessaires pour le développement du TER. Ces projets de développement sont aujourd'hui menacés. Le simple maintien de ce Service Public n'est même plus assuré aujourd'hui du fait des gels de crédits et des transferts mal compensés d'hier et des nouvelles contraintes financières imposées actuellement par l'Etat aux collectivités territoriales accentués en 2014 par une diminution des dotations de l'Etat de 1,5 milliards d'euros.

Nous ne nous résignons pas à cette situation. De nouvelles ressources doivent être trouvées. L'Association des Régions de France propose l'instauration d'un versement transport régional qui permettrait de mobiliser 800 millions d'euros. Il s'agit d'une mesure de bon sens qui ne ferait qu'aligner le transport ferroviaire régional sur le transport public urbain. **Le système ferroviaire français va connaître une transformation historique. Sans une réflexion renouvelée sur sa dette, son financement et son organisation, cette transformation risque d'être caractérisée par le repli alors que tout milite en faveur du développement.** Force est de constater que le rapport Bianco ne relève pas les défis associés à une telle ambition. Enfermé dans une logique nationale et européenne, il préconise, face à la crise, des mesures restrictives pour les Services Publics qui ne peuvent qu'accentuer celle-ci. De plus, ce rapport reste très flou en particulier sur la construction d'un système ferroviaire unifié et intégré économiquement, socialement et techniquement.

Forts de nos expériences régionales, nous pensons que l'absence d'innovations en matière de modes de financement risque de nous précipiter dans un processus de contraction, nous éloignant d'un système ferroviaire à la hauteur des enjeux de notre siècle.

Nous proposons :

- La création d'un livret d'épargne sur le même principe que le livret A pour mobiliser l'épargne populaire afin de moderniser et développer les infrastructures ferroviaires
- L'instauration d'un prélèvement sur les bénéfices des sociétés autoroutières, dédié au financement du TER et cela

Coopération Rezé - Abu Dis

Rezé

Lors du dernier conseil municipal rezéen du 24 mai 2013, Mireille Pernot pour le groupe communiste a pu revenir sur la coopération entre la commune et la ville d'Abu Dis en Palestine. Pour rappel, déjà le 17 décembre 2010, à l'instigation du groupe communiste, le conseil municipal avait adopté un vœu unanime pour la paix en Palestine et la libération des prisonniers politiques. Par ce vœu, les élus locaux réclamaient « du gouvernement français de tout mettre en œuvre pour la libération de deux prisonniers politiques emblématiques de la cause palestinienne : Salah HAMOURI et Marwan BARGHOUTI et demandaient à la France et l'Union Européenne de faire respecter le gel des colonisations ».

Pour Mireille Pernot, son déplacement récent en Palestine a permis d'appréhender une vérité toute simple et brutale : les colons ont tous les droits, et le Peuple Palestinien n'a aucun droit ni recours jusque dans ses propres maisons et terrains. Pour la présidente du groupe « cela souligne l'importance du choix de notre Mairie, et en premier, de Gilles RETIERE, d'avoir une coopération réelle et sincère avec Abu Dis, à la fois militante et matérielle. C'est la condition pour que toute une population puisse croire à son avenir et le construire ». Mais c'est aussi le signe que chaque citoyen peut faire quelque chose (Signer les appels, participer aux initiatives). Cette intervention a enfin permis de souligner à nouveau l'ardente obligation pour le gouvernement Français, et l'Union Européenne, d'effacer le sale travail mené par Nicolas Sarkozy qui a permis à Israël de décrocher un statut spécial vis-à-vis de l'Europe, et d'agir par tous moyens pacifiques et politiques de dialogue et de sanctions, pour que l'Etat Palestinien puisse exister de façon libre et respecté par tous.



sans attendre la reprise de la gestion publique des autoroutes que nous préconisons

• La mise en place d'un pôle public bancaire pour que le système bancaire remplisse sa mission au service d'un système ferroviaire structurant pour la vie quotidienne de la population comme pour le développement économique et l'aménagement du territoire.

Les questions en jeu sont d'une telle importance qu'elles appellent un débat public, qui dépasse le cercle des spécialistes. Nous appelons aux rassemblements et aux actions les plus larges sur tous les territoires, des usagers, des élus, des cheminots... Il y a urgence !

Les 11 vice-présidents de conseil régional en charge des transports signataires : Jean Michel Bodin (Région Centre), Daniel Beurdeley (Région Picardie), Gilles Bontemps (Région Pays de la Loire), Luc Bourdige (Région Auvergne), Patrick Hatzig (Région Lorraine), Gérard Lahelec (Région Bretagne) Noël Levilain (Région Haute Normandie), Pierre Mathieu (Région Champagne-Ardenne), Jean Paul Pinaud (Région Bourgogne), Charles Marziani (Région Midi Pyrénées), Pierre Mouraret (Région Basse Normandie).

27 Mai, future journée de la résistance

Couëron

A l'occasion du débat sur une délibération portant sur la dénomination de nouvelles rues, Michel Lucas, pour le groupe Communiste et Républicain, a rappelé devant le conseil municipal réuni le 27 mai l'engagement pris il y a un an de donner à une rue Couëronnaise le nom de Raymond et Lucie Aubrac, grands résistants lors de la guerre de 1939-1945. Ce rappel est d'autant plus pertinent que ce jour deviendra journée nationale de la résistance et que le Sénat a voté l'établissement de cette journée à l'unanimité moins 2 voix.

L'élu communiste a également rappelé que le Président de la République, François HOLLANDE, a pris des initiatives en recevant le 27 mai à l'Élysée 6 membres du Conseil National de la Résistance et en assistant avec des lycéens à la projection de documentaires sur la résistance, ce qui marque déjà l'anniversaire de la création, le 27 mai 1943, du CNR sous la responsabilité du préfet Jean Moulin. **Le Groupe des Elus Communistes et Républicains a donc profité de cette délibération pour demander l'accord du Député-Maire Fougerat pour voter la proposition de loi instaurant le 27 mai comme journée nationale de la résistance** comme le lui demande dans un courrier récent l'association républicaine des anciens combattants.



Près de vous

Emplois d'avenir

Lors du dernier conseil municipal couëronnais, les élus communistes et républicains par la voix de Charlotte Bardon ont déclaré admettre que les emplois d'avenir soient une réponse d'urgence qu'ils souhaitent voir déployer de la façon la plus progressiste possible.

L'élu a rappelé que « Pour qu'il ait un sens, il faut que ce dispositif soit un tremplin vers des vies professionnelles stables et des salaires permettant des conditions de vie dignes. Le droit au travail est pour nous un droit fondamental comme l'est celui à l'éducation, à la santé ou encore au logement. Il doit rester une préoccupation permanente de notre majorité comme nous l'avons déjà exprimé aux côtés des salariés d'Arcelor-Mittal. Nous serons particulièrement attentifs à ce que ces emplois débouchent sur des situations pérennes pour leurs bénéficiaires, en leur garantissant une formation de qualité, en leurs attribuant des postes correspondant aux besoins de long terme de notre collectivité par la titularisation. Un suivi rigoureux sera donc crucial pour juger de la pertinence du dispositif et de ses bénéfices. »

Gouvernance, stages dans le public... : l'Assemblée adopte le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche

Seuls les socialistes et les radicaux de gauche ont voté mardi 28 mai 2013 à l'Assemblée nationale le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche, qui vise notamment à améliorer la réussite étudiante et qui élargit les cours en anglais à l'université. Certaines dispositions, de gouvernance notamment, concernent également les collectivités locales. Le texte, défendu par la ministre Geneviève Fioraso, a recueilli 289 voix pour et 248 voix contre, celles des députés de l'UMP et de l'UDI mais aussi des écologistes et du Front de gauche, opposés au texte pour des raisons différentes. Examiné au Parlement en procédure accélérée, le projet de loi va désormais passer entre les mains des sénateurs, à partir du 18 juin.

Durant toute la discussion, **la ministre n'a eu de cesse de répéter que l'important était de rendre compétitif l'enseignement supérieur et la recherche en France. Vaste programme ! Dans les faits, cette loi va encore plonger toute la communauté universitaire dans encore plus de précarité, va détruire les formations, les diplômes pour répondre à l'appétit des grandes entreprises.** En effet, plus les formations seront dictées et décidées par les entreprises, plus cela renforcera la soumission à leurs seuls intérêts immédiats. On a vu notamment, outre les débats sur l'utilisation de l'anglais, le vote d'un amendement du rapporteur sur les classes préparatoires. Sous le prétexte de justice sociale, les étudiants en prépas devront désormais s'acquitter de frais d'inscription.

Ouvrons-là

Plan européen pour l'emploi des jeunes : « A bad deal ? »



Paris et Berlin ont affirmé ce lundi vouloir présenter à la fin du mois de mai un plan commun baptisé "New Deal for Europe" en référence au "New Deal" des 30's pour lutter contre le chômage des jeunes au niveau européen, notamment en misant sur un système de crédits destinés aux entreprises qui recrutent. D'après les informations que nous avons déjà en notre possession le plan, auquel souscrivent "des entreprises majeures", selon des journaux allemands prévoit que la Banque européenne d'investissement (BEI) accorde des crédits "à hauteur de plusieurs milliards" aux entreprises qui s'engageront à recruter ou à former des jeunes. D'ores et déjà les jeunes communistes de Loire-Atlantique réaffirment que les exonérations à tout va de cotisations sociales et le déversement d'argent public vers les entreprises privés sans principe de conditionnalité est voué à l'échec. La source profonde du chômage galopant dans la jeunesse de France et d'Europe est bien structurée, elle trouve son origine dans les politiques de régression sociale et d'austérité développées aujourd'hui. Preuve en est les taux de chômage des jeunes frôlant les 50% en Grèce et en Espagne. Cette politique nous mène dans le mur. Nous, jeunes communistes proposons à l'inverse d'accompagner l'insertion professionnelle des jeunes vers un emploi durable et correctement rémunéré, de lutter contre les discriminations à l'embauche, et de mettre en place un plan de résorption de l'emploi précaires des jeunes (et de tous en général). Nous exigeons :

Un CDI pour tous les jeunes arrivant sur le marché du travail.

Un plan de conversion de tous les emplois précaires en emplois stables et sécurisés.

Sécuriser l'insertion par une allocation de recherche du premier emploi, de retour à la formation

Des Droits nouveaux pour les salariés et les comités d'entreprises

Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, respectée, avec obligation de résultats.

Ces propositions s'inscrivent dans la perspective d'une « sécurité d'emploi ou de formation », pour sécuriser les parcours de vie et abolir le chômage et la précarité. Voilà ce dont les jeunes de France, d'Allemagne et d'Europe ont besoin !

L'activité

Rassemblement pour le changement

Une centaine de manifestants étaient rassemblés le Samedi 1^{er} juin, place du change à Nantes, pour dire non à l'austérité. Ce rassemblement, à l'appel des organisations du Front de gauche en Loire-Atlantique, se tenait dans le cadre de la journée de mobilisation européenne contre l'austérité.



Faisant suite à la manifestation du 5 mai place de la Bastille, l'initiative se voulait un moment de solidarité de toutes celles et ceux qui en Europe subissent les politiques de réduction de dépenses publiques dont les conséquences sociales font des ravages du nord au sud de l'Europe. Emploi, salaires, services publics, protection sociale, logement, éducation... autant de droits remis en cause par les politiques libérales des gouvernements, les diktats de la commission et la banque centrale européenne, le FMI et les traités européens successifs.

SOIREE CINEMA



Rassemblant plus de 35 intervenants, philosophes, sociologues, économistes, magistrats, médecins, universitaires et écrivains, Notre Monde propose un espace d'expression pour travailler, comme nous y enjoint Jean-Luc Nancy à « une pensée commune ». Plus encore qu'un libre espace de parole, Notre Monde s'appuie sur un ensemble foisonnant de propositions concrètes pour agir comme un rappel essentiel, individuel et collectif: « faites de la politique » et de préférence autrement. Thomas Lacoste, initiateur de l'Autre campagne parallèle à la campagne présidentielle de 2007, auteur des entretiens Penser critiques (Éditions Montparnasse, 24h), nous offre ici une grande respiration, comme un temps de pause, face au rythme haletant de la vie politique.

**MARDI 25 JUN
A 21h00
A LA FEDERATION**

**La projection sera suivie d'une rencontre
débat avec Thomas LACOSTE réalisateur du
film.**

**Pour réserver votre participation :
02 40 35 03 00**

Vite lu...

FAUT-IL PLAFONNER LES
REMUNERATIONS DES GRANDS
PATRONS ?

FAUT-IL RECULER L'ÂGE DE
DÉPART À LA RETRAITE ?



Nécrologie

Nous avons eu la douleur d'apprendre le décès de Cécile LEGAL, camarade de la section de Saint-Nazaire ainsi que celui d'Huguette BRÉGEON, communiste de la section Loire et Sèvre. Nous assurons à leurs familles et à leurs proches notre soutien et nos plus sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdo Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE



L'agenda

Vendredi 7 juin : Débat public sur le logement, salle de la DRAC de Bellevue, 19H à Nantes.

Lundi 10 juin : Comité local de la section de Brière

Mercredi 12 juin : Réunion publique sur le pro-

jet municipal pour Trignac, à 18H00, salle Dulcie September.

Mercredi 12 juin : Débat public sur la culture et le sport, au Mon soleil café à 19H, chaussée de la madeleine à Nantes.

Mercredi 12 juin : Réunion du comité local de la section de Saint-Nazaire à 14H au local de la section.